

Quelques jalons pour comprendre l'économie tsigane

Alain Reyniers

► **To cite this version:**

Alain Reyniers. Quelques jalons pour comprendre l'économie tsigane. Etudes Tsiganes, Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les Gens du voyage, 1998, VI/2 (Economie tsigane, une économie solidaire intégrée à l'économie globale, ss la dir. Alain Reyni, pp.8-27. halshs-00089503

HAL Id: halshs-00089503

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00089503>

Submitted on 14 Jan 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelques jalons pour comprendre l'économie tsigane

Alain Reyniers
Ethnologue, Université de Louvain-la-Neuve
Directeur de la revue Etudes Tsiganes

La question de l'économie tsigane intrigue. Les préjugés ne manquent guère et stigmatisent autant l'attitude "indolente" des Tsiganes face au travail que l'origine obscure de leurs ressources, une richesse mal acquise ou la misère. Le sédentaire s'interroge sur les conditions d'existence du nomade: "Depuis le pardon du Christ, le Tsigane ne travaille pas ; il fait des clous et des fers pour les chevaux mais cela n'est pas du travail sérieux" (conclusion d'une histoire racontée en Hongrie). Le paysan pour qui il n'y a d'autre activité sérieuse qu'agricole doute, quant à lui, de la qualité d'un travail lié aux opérations commerciales : "Le Tsigane n'a pas l'habitude du labourage", ou encore "Il s'y connaît comme le Tsigane en labourage". Pour conclure: "Il a peur du travail comme le Tsigane". En revanche, les activités commerciales des Tsiganes sont souvent stigmatisées : "Rare comme le Tsigane sans le troc", ou encore "Marchander comme un Tsigane". Dans un ouvrage sur la langue romani paru en 1930, Popp Serboianu place les Tsiganes comme les Juifs au ban de la société roumaine: "un peuple qui mendie pour vivre, un autre qui amasse pour dominer" ; "quelques nomades ayant comme tout idéal le vol et la rapine et pour toute patrie une feuille au souffle du vent". Prises parmi bien d'autres, ces diverses représentations ne poussent guère à une approche nuancée des rouages de l'économie tsigane.

Formes traditionnelles d'organisation du travail

Et pourtant, les Tsiganes occupent des positions sociales très diverses, liées à leurs activités d'artisans, de commerçants, d'ouvriers, mais aussi de fonctionnaires, de patrons d'entreprises, d'artistes ou d'intellectuels. Certaines de ces activités sont anciennes : la forge, la musique et la danse. Il est fait notamment allusion au métier de musicien dans des documents perses rédigés au milieu du Xe siècle. Le travail du métal est observé dans l'île de Corfou dès le XIVe siècle. Divers documents indiquent qu'il est largement répandu en Europe centrale un siècle plus tard. L'observation des outils utilisés montre d'ailleurs que cette activité artisanale est vraisemblablement liée à une tradition indienne multiséculaire. La vannerie, la confection d'objets en bois, le commerce ambulancier, la vente des chevaux, les travaux journaliers sont également des occupations professionnelles ancestrales. D'autres activités, comme le travail en usine, sont plus récentes, liées notamment à la politique des États à l'égard des Roms, des Manouches ou des Gitans. Par nécessité, par choix, par opportunité, des familles se sont toujours dégagées de leur milieu d'origine pour s'insérer, d'une façon ou d'une autre, dans la société majoritaire.

En fait, les ressources des Tsiganes dépendent largement de l'ordre économique des sociétés dans lesquelles ceux-ci sont appelés à s'intégrer. La diversité des situations rencontrées ne peut être niée et la réduire à l'extrême serait malhonnête. Elle résulte de l'adaptation aux circonstances, notamment aux politiques qui visent les Tsiganes depuis leur apparition en Europe, au cours des siècles suivants et tout récemment encore. L'économie tsigane n'est donc pas statique. Elle s'insère dans l'économie de la société environnante qui en fixe le plus souvent les conditions d'exercice. Ainsi, les forgerons tsiganes ont-ils pu conserver pendant des siècles un monopole de fait dans les villages d'Europe orientale où ils étaient installés, tout comme dans la Péninsule ibérique. Or, la plupart d'entre-eux ont été progressivement évincés sous la pression du machinisme, quand ce n'est sur décision des Princes. Mais, en dehors de ces faits, il est possible de faire également apparaître une série de traits partagés par un grand nombre de Tsiganes, aussi bien dans le passé, que dans le présent, partout où leur présence a pu être signalée.

Ainsi, les Tsiganes passent-ils souvent pour des nomades. La majorité s'est pourtant sédentarisée. Les uns s'y sont résolus, assurés de débouchés locaux. Les autres y ont été poussés, sous le poids de multiples difficultés, souvent en y perdant leur autonomie. Pourtant, nombre d'entre eux ont tendance à pratiquer des activités qui ne nécessitent pas un attachement irrémédiable à la terre. Ceux-là recherchent plutôt un travail dont la rentabilité est immédiate, liée à la fourniture de marchandises, de services ou d'un apport temporaire en main-d'œuvre à une clientèle dispersée. Plusieurs parmi eux excellent aussi comme intermédiaires, favorisant les transactions entre vendeurs et acheteurs. Tout cela contribue à la formation d'un état d'esprit indépendant et à une liberté de mouvement que l'évolution des contraintes économiques et les tentatives d'assimilation forcée ne contrarient qu'avec difficulté. Diverses observations permettent effectivement de classer ces Tsiganes dans la catégorie des nomades péripatétiques(1). Ceux-ci forment des communautés endogames, généralement itinérantes (mais cet aspect n'est pas essentiel), dont les activités principales sont bien liées à la fourniture intermittente de marchandises, de services et de main-d'œuvre à une population dotée d'un pouvoir d'achat suffisant, installée sur un territoire plus ou moins étendu, mais dont les besoins ne sont pas réguliers.

Plusieurs études ethnographiques récentes(2) montrent que, d'une manière générale, les activités indépendantes dont la rentabilité est immédiate et plutôt liée à un effort ponctuel sont les plus recherchées, voire les plus valorisées par les Tsiganes. Ceux-ci seraient, avant tout, des travailleurs indépendants, maîtres de leur temps et de leur force de travail, libres de leurs mouvements comme de l'organisation de leurs services. Ils excellerait là où toute entreprise basée sur une organisation du travail moins souple s'avère non rentable, là où apparaît un besoin occasionnel, une carence dans l'offre et la demande, là où ils sont les seuls à proposer des biens et des services très spécialisés. Dans ce contexte, il faut aussi insister sur l'importance de la polyvalence individuelle ou collective. Elle est la clé de gains élevés (ou tout au moins assurés) et gage d'une bonne adaptation aux situations conjoncturelles. Combinée à l'exigence de la mobilité, la polyvalence pousse au choix d'activités qui ne nécessitent pas un outillage volumineux et sophistiqué, qui portent sur le négoce de marchandises aisément transportables, qui demandent un travail intensif et de courte durée, souvent exercées en plein air. D'une manière générale, l'entretien d'un savoir-faire s'avère utile. Mais, plus que tout, la réussite matérielle de ces Tsiganes est subordonnée à la capacité de cerner les affaires opportunes et à la maîtrise d'un jeu relationnel. Ils doivent prendre l'initiative du contact économique avec les Gadje et être à même de jouer un rôle, persuader, "baratiner", faire preuve d'audace et de persévérance.

L'organisation de la production proprement dite peut prendre plusieurs formes. Le travail en solitaire existe mais il n'est pas valorisé socialement. L'intensité des relations au sein des familles et des communautés pousse plutôt les gens à s'associer. Les formes d'association au sein de la cellule familiale sont très variables : travail exclusif des femmes et des enfants, phase artisanale exercée par les hommes et démarchage laissé aux mains des femmes, association de tous les membres actifs, etc. Un type d'association momentanée, la vortacia (camaraderie), lie des hommes - parents le plus souvent - qui mettent en commun leur force de travail, leurs compétences spécifiques, le moyen de locomotion, afin de rechercher ensemble les ressources. Il s'agit d'un système profondément égalitaire (les profits sont répartis en parts rigoureusement égales, sans tenir compte du type de travail fourni par chacun des associés) qui ne lie personne au-delà de l'affaire menée à son terme. Mais, dans la pratique, ce type d'association a tendance à se reproduire entre individus de même condition ayant déjà travaillé ensemble et ayant apprécié les résultats de la mise en commun. Quelle que soit la forme d'organisation du travail retenue, la phase du démarchage, qui prend généralement l'allure d'une tournée non préparée (les associés vont à la recherche de bonnes affaires), est prépondérante. C'est elle qui met en oeuvre les qualités de sollicitation de la clientèle, de finesse psychologique dans l'acte de négociation. C'est dans ce contexte que joue la "chance", d'autant plus souhaitée que les difficultés sont grandes dans l'exercice des activités économiques. Les activités des Tsiganes sont nombreuses, avons-nous vu. Elles varient néanmoins au cours de l'histoire, d'un groupe à l'autre et d'un Etat à l'autre. Ainsi, dans le passé, certains Etats ont-ils interdit toute une série de professions aux Tsiganes ou, au contraire, obligé ceux-ci à se plier aux volontés d'un maître. L'idéal du travail indépendant reste pourtant un peu partout fermement affiché. Un attrait tout particulier pour les activités de ramassage et de sollicitation est observé en maints endroits. Négocier, faire "rouler" l'argent, s'adapter grâce à une polyvalence élémentaire, telles sont souvent les clés de la réussite économique. Nombreux sont pourtant les Tsiganes qui n'occupent qu'un emploi non qualifié, temporaire et/ou dévalorisé socialement. Beaucoup parmi ces derniers sont exposés à la menace du chômage et dépendent, tôt ou tard, de l'aide sociale. Les données manquent pour apprécier complètement la place des Roms, des Manouches, des Gitans et des Voyageurs au sein des économies nationales contemporaines. Lorsqu'ils sont individualisés comme agents économiques (ce qui n'a pas été fait partout), l'apport des Tsiganes est surtout mesuré au regard des grands secteurs de production et des modes dominants d'exploitation de la force de travail. Dans ce contexte, les tendances qui se dessinent sont parfois encourageantes ; d'autres sont alarmantes. En Europe centrale et orientale, là où les Roms sont nombreux, la situation contrastée qu'ils connaissent en la matière est particulièrement instructive. Dans cette région longtemps réputée profondément rurale, nombre d'activités tsiganes ancestrales, essentiellement tournées vers les besoins de l'agriculture, étaient virtuellement condamnées avant même la Seconde guerre mondiale. Par la suite, l'insertion massive des Roms dans les entreprises et les fermes collectivisées à l'époque communiste allait accélérer leur prolétarianisation. Aujourd'hui, cette main d'oeuvre peu qualifiée subit fortement une exclusion économique liée à la mise à niveau technologique et à la privatisation des outils de production dans les pays de l'Europe de l'Est. Mais, par ailleurs, plusieurs Roms issus de ce milieu remettent à l'honneur une approche de l'économie en bien des points conforme à l'esprit péripatétique.

L'époque communiste

Au cours des décennies qui précèdent la seconde guerre mondiale, la vie est de plus en plus difficile pour un grand nombre de Tsiganes en Europe centrale et orientale. Ceux-ci se proposent en maints endroits comme main-d'oeuvre agricole, mais n'obtiennent très souvent que des emplois saisonniers et précaires. Sortis des épreuves de la guerre, les Roms sont confrontés à l'installation des régimes communistes. Un peu partout, ils apparaissent comme une couche sociale pauvre affublée d'un statut inférieur, vestige de l'ordre bourgeois ancien. Il va de soi - selon les nouveaux idéologues - que leur pauvreté matérielle doit disparaître avec l'avènement de la nouvelle société socialiste. Aussi, à l'exception notable de la Bulgarie qui développe un embryon de reconnaissance culturelle entre 1947 et 1953, les Etats communistes imposent-ils une politique assimilationniste à leurs Tsiganes. Conséquence de cette option, toute une main-d'oeuvre prolétarisée voit le jour. Des syndicalistes, des cadres, des intellectuels apparaissent. Un petit nombre gravit les échelles de l'administration et du Parti communiste. Sommés de se transformer, des fabricants d'objets en bois se dirigent vers les fermes collectivisées, des musiciens s'engagent dans la construction, des chaudronniers offrent leur force de travail dans les usines. Parmi les Tsiganes qui s'engagent dans les processus de production industrielle, certains comme les forgerons valorisent parfois leur savoir-faire traditionnel. Mais la majorité des Roms n'occupe que des emplois socialement peu valorisés et sous-payés, qui ne nécessitent pas non plus une très haute qualification professionnelle. D'ailleurs, la masse des Roms résiste à l'assimilation. Et cette résistance est trop rapidement mise au compte du nomadisme qui est perçu comme un mode de vie déviant, voire criminogène. Les caractéristiques des activités péripatétiques sont évoquées par les autorités communistes comme autant de blocages à une insertion dans le système de production, y compris au niveau le plus bas : la réticence à s'engager dans des activités économiques de longue durée, la recherche du profit facile, d'où la propension à louer ses services en fonction des besoins du moment et au plus offrant. C'est pourquoi des mesures de sédentarisation brutales sont prises en Bulgarie et en ex-Tchécoslovaquie, dès 1958. Le nomadisme est également interdit en Roumanie dès 1962. En Pologne, un programme de sédentarisation, déjà mis au point en 1952, est appliqué avec vigueur en 1964. D'une manière générale, la scolarisation, le service militaire, la dispersion des communautés, le travail réservé dans des secteurs économiques étatisés, une aide au logement sont, à des titres divers, perçus comme autant de mesures qui permettront d'éradiquer l'infériorité sociale des Tsiganes. En Hongrie, par exemple, leur sort est réglé par un décret du Comité central du Parti communiste pris le 20 juin 1961. Ce texte propose une véritable planification de l'assimilation des Roms à la société hongroise. Son application aboutit à une amélioration spectaculaire des conditions d'existence des populations tsiganes dans les domaines du logement et de l'emploi, entre 1961 et 1986. En Hongrie, les années 70 sont effectivement des années de quasi plein emploi. 85 % des Tsiganes (contre 88 % de la population active) travaillent dans les secteurs de l'économie formelle. Mais ils y occupent surtout des postes subalternes, souvent sous-payés, ne demandant guère de qualification. Les conditions de travail sont difficiles. Souvent, les hommes ne trouvent à s'engager que dans des combinats éloignés des villages où ils vivent. Ils se séparent de leur famille chaque semaine, rejoignent leur lieu de travail, où ils sont logés dans des centres d'hébergement au confort rudimentaire. Les déplacements répétés et l'exécution des tâches qui

nécessitent un grand effort physique entraînent un surcroît de fatigue et des problèmes de santé. Néanmoins, lorsqu'ils forment des brigades ethniquement homogènes, les Tsiganes parviennent à négocier des avantages. Ceux qui travaillent dans la construction (26 %) peuvent, le week-end, louer leurs services au privé et se procurent ainsi un revenu supplémentaire qui leur assure plus d'indépendance à l'égard de leur employeur principal.

La prolétarianisation massive a, certes, contribué à l'ascension sociale de plusieurs familles. Mais, parce qu'elle n'a pas été suffisamment menée avec le souci d'un accroissement général du niveau de qualification professionnelle, elle en a fragilisé le plus grand nombre. Les données fournies en 1989 par l'Office fédéral yougoslave des statistiques montrent ainsi que 58 % des Tsiganes actifs à cette époque sont toujours des travailleurs non qualifiés, 20 % sont semi-qualifiés. Un grand nombre parmi eux est occupé dans l'industrie ou dans des travaux de voirie qui incombent aux municipalités. Concrètement, les Roms sont surtout employés dans des travaux délaissés par la majorité de la population. Le sous-emploi pousse un grand nombre d'entre eux à migrer vers l'Occident, principalement en Autriche, en Allemagne et en France. En Tchécoslovaquie, le recensement de 1970 montre que 87 % des hommes tsiganes âgés de 15 à 60 ans travaillent (contre 91 % pour le reste de la population masculine). Mais 85 % d'entre eux sont ouvriers (contre 57 % pour l'ensemble de la population). Ici encore, la majorité occupe des emplois non qualifiés dans la construction des routes, le bâtiment, le chemin de fer, les services d'éboueurs communaux, l'entretien des forêts. Les statistiques tchécoslovaques de 1980 montrent que cette situation n'évolue guère. Mais la ventilation des données en fonction du sexe fait apparaître que la femme tsigane est plus marginalisée que l'homme sur le marché de l'emploi, bien qu'elle joue un rôle de plus en plus important dans la captation des ressources.

En fait, les Etats communistes pèchent par ignorance de la singularité culturelle tsigane et du poids des préjugés solidement enracinés dans les mentalités des populations majoritaires. Une reconnaissance timide des aspects ethniques de la situation tsigane apparaît, ici et là, dans les années 60. Néanmoins, la prolétarianisation n'est pas parvenue à éradiquer une série de comportements profondément ancrés comme, par exemple, le souci de s'engager, sans souci de la continuité, dans les activités momentanément les mieux rémunérées. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette situation complexe, notamment : l'hétérogénéité des Tsiganes ; leur manque de formation professionnelle ; la persistance d'une discrimination ethnique.

- L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DU PEUPLE TSIGANE

Certains Tsiganes développent une cohésion sociale et culturelle plus forte que d'autres ; l'expérience historique des uns est celle d'une déculturation continue ; d'autres ont intériorisé depuis longtemps un sentiment d'infériorité par rapport aux non-Tsiganes. Mais d'autres encore ont plutôt cultivé un esprit combatif qui leur permet de tirer parti des opportunités. Certains Tsiganes sont donc plus réceptifs que d'autres aux perspectives économiques proposées par les communistes lorsque ceux-ci viennent au pouvoir. L'entrée dans l'administration et le Parti, la police ou l'armée est plutôt le fait de Tsiganes sédentarisés dont les familles constituaient, parfois, de longue date, un segment des communautés villageoises ou urbaines. Ceux-là souvent s'intègrent sans perdre leur âme, mais ils sont massivement ignorés comme Tsiganes par les statistiques officielles. Et puis, il y a tous ceux qui perpétuent peu ou prou un mode de vie caractérisé par la flexibilité dans l'agencement d'activités économiques liées le plus souvent au négoce ou à la prestation de services temporaires, dont la cellule familiale reste à la base de la production. Ceux-là acceptent tactiquement les projets de la société majoritaire et les limites réglementaires qui leur sont imposées ; mais ils explorent méthodiquement les moindres recoins du champ d'action qui leur est laissé et ils en tirent des profits. Ceux-là n'ont pas d'emploi reconnu ; l'administration, aussi surprenant qu'il puisse paraître, n'en connaît pas toujours le nombre (des parents dépourvus de pièces d'identité mettent au monde des enfants qui ne sont pas toujours déclarés à l'état civil).

- LE MANQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA PERSISTANCE D'UNE DISCRIMINATION ETHNIQUE

Force est de le constater, quarante années de communisme ont permis l'émergence d'une classe d'intellectuels tsiganes, de syndicalistes, d'une main d'œuvre prolétarisée dans les grands secteurs de l'industrie et de l'agriculture. Et pourtant, le groupe ethnique dans son ensemble n'a pas connu un développement global harmonieux. La stratification sociale s'est complexifiée mais la marginalité d'un grand nombre n'a fait que croître. D'une part, elle a précipité la disparition des métiers traditionnels (ceux-ci n'étant dorénavant exercés que par un petit nombre d'artisans) et celle-ci s'est soldée, pour un grand nombre, par la disparition des structures sociales traditionnelles qui présidaient jusqu'alors à la régulation des rapports avec les non-Tsiganes. Enfin, leur position au regard du marché du travail est restée fragile. L'illusion du plein emploi a d'ailleurs peu à peu disparu dans les pays de l'Est avec l'implosion de l'industrie lourde de type soviétique.

Ceux qui s'engagent dans le procès de production dominant n'en ont pas nécessairement émis le désir. Une partie y est poussée par les autorités qui dépeignent comme parasitaires leurs occupations traditionnelles. D'autres peuvent y être contraints parce que leurs débouchés traditionnels disparaissent. L'industrialisation des années cinquante et soixante nécessite une main d'œuvre abondante et non qualifiée. Les Tsiganes y trouvent massivement du travail. D'une manière générale, les Tsiganes occuperaient donc des emplois socialement peu valorisés sous payés, qui ne nécessitent pas une très haute qualification, des emplois délaissés par la majorité de la population (balayeurs de rue, éboueurs, fossoyeurs). L'insertion massive dans les emplois peu ou pas qualifiés génère des effets pervers. D'une part, elle n'encourage guère les Tsiganes, qui y trouvent l'assurance d'une rémunération, à pousser leurs enfants vers un système scolaire dont ils se méfient. D'autre part, leur position au regard du marché du travail reste fragile.

- LE NOMADISME

Bien qu'il ait été combattu par les régimes communistes sur le plan juridique, le nomadisme persiste sous diverses formes. En Russie, des groupes nomades vont d'une ferme à l'autre et y proposent leurs services, notamment au moment des travaux saisonniers. Les autorités locales tolèrent aussi le petit commerce ambulancier. Environ 8 % de la population tsigane du pays maintient un mode de vie itinérant. En Pologne, les

anciens nomades se reconvertissent en semi-sédentaires. Les uns ne se déplacent qu'en été, les autres voyagent toute l'année, mais les modalités de leurs déplacements se transforment. Ils voyagent en train ou en voiture, d'une ville à une autre, là où ils ont des parents, là où ils passent l'été. Le nomadisme traditionnel fait place à une mobilité spatiale extrêmement développée mais qui n'est pas visible. En Roumanie, plusieurs formes de mobilité coexistent. Des voyageurs hippomobiles permanents côtoient des nomades saisonniers. Des Tsiganes de Moldavie ou du Nord-Est de la Transylvanie viennent louer leurs services aux entreprises et aux fermes étatisées de la région de Timisoara. Certaines familles effectuent un nomadisme circulaire sur un district ou quelques districts contigus. En Bulgarie, des groupes nomades persistent sur les frontières nord et est du pays. Contre paiement d'un impôt à l'Etat, les Oursari (moniteurs d'animaux dressés) mènent encore une vie semi-sédentaire ; pendant la bonne saison, ils se déplacent dans les villes et les localités de vacances. Le travail saisonnier ou temporaire, lié au changement de résidence, est très largement développé. En Hongrie, la majorité des travailleurs tsiganes est obligée à des longs déplacements pour rejoindre les lieux de travail. Les groupes compacts d'ouvriers tsiganes visibles dans les gares et les "trains tsiganes" font partie de la vie quotidienne. La quête de meilleures ressources pousse au déplacement. En ex-Yougoslavie, par exemple, les Tsiganes de la Moravie du Sud, peu développée, se déploient régulièrement vers la Voïvodine plus riche où ils espèrent louer leur force de travail, notamment dans l'agriculture. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Tsiganes slovaques se déplacent en permanence vers le pays tchèque. Là encore, il s'agit pour eux de quitter les zones peu développées vers les centres industriels ou vers les régions agricoles avides de main-d'œuvre. C'est pour contrôler ce flux que l'Etat tchécoslovaque prend des mesures draconiennes à l'égard du nomadisme en 1958. Une migration planifiée des Tsiganes de certains districts slovaques vers d'autres districts de Bohême, fixés à l'avance, est abandonnée en 1968. Le flux migratoire reprend de plus belle dès les années 70. Il touche également les deux capitales, Prague et Bratislava. C'est dans ce contexte de déplacements en quête de ressources plus abondantes et sûres qu'il faut comprendre les migrations tsiganes contemporaines vers l'Occident : celles qui ont démarré dans les années 60 et celles, plus récentes, qui poussent plusieurs familles à demander l'asile politique à l'Ouest.

- LE MAINTIEN DES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES

L'une des causes du morcellement des Tsiganes en groupes distincts est la spécialisation, parfois multi-séculaire, dans des activités commerciales ou artisanales. La bonne marche de ces activités a toujours demandé l'entretien d'une bonne mobilité. La nécessité de s'adapter à des situations très fluctuantes a également poussé les Tsiganes à développer une polyvalence individuelle et collective (qui s'avère surtout liée à la capacité de négocier des choses variées) et à mettre au compte de la chance, la réussite des opérations économiques. Dans ce contexte, les Tsiganes doivent prendre l'initiative du contact économique avec les non-Tsiganes et maîtriser un jeu de relations sociales où la psychologie est prépondérante. Nombre de métiers tsiganes, dits "traditionnels", avaient déjà disparu dans certaines régions avant la seconde guerre mondiale mais un état d'esprit subsistait. Certaines communautés ont pu, après la guerre, non seulement préserver leurs activités, mais encore innover en les adaptant aux nécessités contemporaines. Des familles extrêmement bien structurées réussissent à préserver leur savoir-faire et à conserver un marché. Des fabricants d'alambics en Transylvanie, certains chaudronniers, des experts en métalloplastique, des marchands d'animaux en offrent l'exemple. Par endroits, des fabricants de briques crues maintiennent également leurs activités. Lorsque l'opportunité leur est donnée, des Roms s'installent, ici et là, comme petits entrepreneurs sans afficher leur particularité ethnique. Certains, par exemple, ouvrent une menuiserie ou un restaurant et utilisent du personnel non tsigane. Un peu partout, les activités de ramassage d'objets se maintiennent, parfois avec l'assentiment - voire à l'initiative - des pouvoirs locaux : récolte des vieux métaux dans les villes, brocante ; parfois en tant qu'activité d'appoint. Des familles se spécialisent dans le recyclage des objets usagers de la société : récupération et vente des bouteilles vides et des pots en verre, récupération des métaux, brocante, fabrication de pinces à linge. D'autres revendent différentes sortes de marchandises que les circuits officiels ne peuvent fournir. Les musiciens parviennent également à maintenir leurs activités. Mais, ils doivent s'adapter aux goûts nouveaux et - comme en Hongrie - se maintenir dans un contexte de plus en plus institutionnalisé (passage au Conservatoire, encadrement des meilleurs)

Avec difficulté parfois, certaines familles adoptent des structures coopératives. En Hongrie, par exemple, des Tsiganes mettent sur pied une grande fonderie à Nogradmeyer qui va employer jusqu'à 240 ouvriers. En ex-Tchécoslovaquie, plusieurs familles auront l'opportunité d'entrer dans des "unités de production associées" - créées dans le cadre des coopératives agricoles, celles-ci devaient proposer un programme de travail pour rentabiliser la main d'œuvre, en dehors des périodes de haute saison - pour fournir des prestations économiques sous forme de petites entreprises flexibles. En Bulgarie, des Tsiganes bourgoudzii vivant dans les régions de Dalgopol et de Provardia développent la fabrication d'outils métalliques sur une base traditionnelle, mais avec une organisation plus moderne et en soignant le circuit de distribution des produits finis. Des Lingurari, traditionnellement spécialisés dans le travail du bois, multiplient des contrats avec l'étranger, notamment avec la grande région forestière de Komi, en Russie. Parmi ceux qui s'engagent dans le processus de production industrielle, certains comme les forgerons réussissent à faire valoir leurs qualifications traditionnelles. D'autres activités de sollicitation (comme la mendicité) se sont transformées en quête des avantages sociaux, poussant parfois à un nomadisme singulier, à la recherche des services sociaux les plus généreux. On peut également affirmer que, dans maintes communautés, l'état d'esprit traditionnel s'est maintenu dans la façon de rechercher du travail. Dans la mesure où le travail salarié n'est pas en soi une source de prestige, mais un moyen de capter des revenus qui concourent à perpétuer la communauté selon des critères culturels propres, sont valorisés les emplois qui demandent un moindre effort et dont la rentabilité est immédiate. D'où une propension à louer ses services en fonction des besoins du moment et au plus offrant. Il n'est pas interdit de penser que cette flexibilité du comportement économique d'un certain nombre de Tsiganes ait puissamment contribué à les qualifier de population instable.

- PÉRIODE DE TRANSITION

En Hongrie, les premiers licenciements massifs touchant les Tsiganes apparaissent dès la seconde moitié des

années 80. Cette situation s'aggrave avec le passage à l'économie libérale et se répète dans l'ensemble des Etats qui s'engagent dans une période de transition similaire, depuis 1990. Un peu partout, les Tsiganes les moins qualifiés font les frais des licenciements de main d'œuvre excédentaire, tout comme ils sont les grands oubliés des réformes agraires (notamment de la redistribution des terres). Il n'est pas exagéré d'affirmer que la situation actuelle de la majorité des Roms soit catastrophique sur le marché de l'emploi. En Hongrie, le taux de chômage est de 34 % chez les Tsiganes, alors qu'il n'est que de 11 % pour l'ensemble de la population active. Parmi eux, 43 % seraient des chômeurs passifs (ne cherchant plus activement de travail par manque d'espoir) contre 13 % pour l'ensemble des chômeurs. La proportion des chômeurs de longue durée, ne bénéficiant plus des allocations de chômage, est également beaucoup plus élevée chez les Tsiganes. Enfin, seulement 26 % des Tsiganes (contre 63 % de la population active totale) jouiraient de revenus réguliers. Dans le Nord-Est du pays, une enquête récente montre que le taux de recrutement n'atteint pas les 20 % parmi les hommes tsiganes. Certaines sources affirment même que le taux de chômage des Tsiganes de cette région approcherait des 100 %. En Roumanie, l'enquête menée par Elena et Catalin Zamfir en 1992 nous indique que plus de 50 % des hommes et environ 70 % des femmes tsiganes ont perdu leur travail. Parmi eux, seuls 3 % des hommes et 2 % des femmes bénéficient d'allocations de chômage. La même enquête révèle combien les Tsiganes de Roumanie s'avèrent inadaptés aux exigences de l'économie moderne: 86,6 % des femmes et 58 % des hommes n'auraient aucune qualification ; seul 1,8 % de l'ensemble aurait atteint un niveau de qualification moyen ou élevé. 27 % des jeunes seraient illettrés et 40 % des enfants âgés de 8 ans n'auraient jamais fréquenté l'école ou auraient cessé d'y aller". Les témoignages concordent pour dénoncer la baisse récente du niveau de scolarité. La paupérisation qui touche déjà la majorité du pays atteint les Tsiganes de manière catastrophique : 87,5 % n'auraient pas de quoi survivre (40,6 %) ou à peine (46,9 %). En Bulgarie, le taux de chômage oscille entre 60 % et 70 % pour les Tsiganes des ghettos urbains avec, par endroit des pointes à 90 %. La situation des Tsiganes à la campagne se détériore également. Toutes les informations concordent pour montrer que le chômage frappe très durement les Roms de la Slovaquie orientale. Dans quelques districts, pratiquement toute la population tsigane en âge de travailler - et surtout les femmes et les jeunes - est exclue des circuits du travail. Le niveau de vie de la majorité des Tsiganes identifiées connaît une chute grave depuis 1989. Ceux-ci vivent, pour l'essentiel, de faibles prestations sociales et aides diverses non réévaluées du fait de l'inflation. Mais, pour avoir une vision réellement objective de la situation économique globale des Roms, il conviendrait de recueillir ici encore des informations complémentaires sur ceux qui ne cultivent pas de visibilité ethnique au sein de la société environnante. Naturellement, ce type de données manque. Les situations varient apparemment très fort d'un pays à l'autre sur ce point. Quoiqu'il en soit, des Roms, parfois haut placés, exercent une activité dans les armées, les administrations, les universités... Et, plus généralement, dans les divers secteurs occupés par la classe moyenne. Enfin, en tablant notamment sur l'opportunité et une série de mécanismes - jeu des rapports familiaux, recours à la mobilité... - que le communisme n'a pas pu étouffer, un nombre de plus en plus grand de familles tsiganes développe, avec des fortunes diverses, mais de façon beaucoup plus répandue qu'au cours des décennies précédentes, des entreprises commerciales dont la marque ethnique n'est pas toujours apparente. Par endroits, des mouvements politiques ou culturels tsiganes initient aussi ce type d'entreprise. Ne peut-on y voir la manifestation d'une tendance économique profondément enracinée dans la culture de cette population et prête à se développer dès que le permettent les circonstances ?

Aujourd'hui, en pleine période de transition vers l'économie de marché, et dans le contexte d'une discrimination ethnique officiellement niée mais parfois extrêmement virulente, la fragilité de l'insertion économique des Tsiganes prend des proportions inquiétantes. Pourtant, l'observation de terrain montre aussi que les groupes qui tirent le mieux parti des ressources disponibles et font preuve d'un esprit d'entreprise sont précisément ceux qui, comme à l'époque communiste, sont parvenus à maintenir et à réactiver une dynamique adaptative axée notamment sur la mobilité et le négoce. Dans la plupart des cas, il s'agit de groupes dont les traditions matrimoniales et les valeurs se sont bien conservées.

L'organisation autonome du travail se développe. Des entreprises familiales voient le jour : petit commerce de détail dans des kiosques, magasins spécialisés dans la vente de vêtements ou dans l'alimentation. Des sociétés à responsabilité limitée donnent parfois du travail à plusieurs dizaines de salariés, notamment dans la construction. Lorsque l'opportunité leur est donnée, des Roms s'installent, ici et là, comme petits entrepreneurs sans toujours afficher leurs particularités ethniques. Certains, par exemple, ouvrent une menuiserie ou un restaurant et utilisent du personnel non tsigane. Là où elle est nécessaire, la phase de démarrage est parfois aussi confiée à ce type de personnel.

Les transformations économiques actuelles offrent diverses opportunités à ceux qui spéculent sur le nomadisme. Des Polska Roma se sont lancés dans un fructueux commerce d'appareils électroménagers. D'autres familles reprennent les métiers traditionnels. En Bulgarie, où le nomadisme est toujours interdit, plusieurs groupes d'anciens nomades ont repris des déplacements saisonniers, liés à leurs métiers ancestraux : les uns réparent des récipients en cuivre, les autres offrent des spectacles, dans les régions où voyageaient leurs aïeux. D'autre part, un nombre important de Roms migrent des grandes villes vers la campagne, dans l'espoir d'échapper à la misère et au chômage et de se recycler dans l'agriculture. Toutefois, la possibilité d'obtenir de la terre arable est mince sans capital préalable. Dans plusieurs pays, les migrations saisonnières, qui se perpétuaient déjà à l'époque communiste, subsistent et connaissent même des prolongements. Des Roms entreprennent maintenant des déplacements temporaires vers le Moyen-Orient ou vers le sud de l'Occident pour louer leur force de travail dans l'agriculture ou la construction. Des groupes de musiciens multiplient leurs tournées en Europe occidentale. Un peu partout, les activités de récupération sont réactivées : brocante, ferraille, vieux vêtements ; le ramassage des plantes médicinales, des fruits sauvages, des champignons redevient attractif. La vente au détail de cigarettes, lames de rasoirs, médicaments, menus objets s'organise. Plusieurs petits trafics apparaissent : revente à un prix élevé d'articles obtenus à bas prix, change de devises. De plus en plus, un grand nombre de Roms occupent les circuits de l'économie informelle (cf. l'exemple actuel des Tsiganes de Hongrie, dans le tableau ci-dessous).

La participation des ménages tsiganes de Hongrie à l'économie informelle" (1994)

- cueilleurs (herbes, champignons, escargots, bois de feu, etc.) : 23,2 % - emplois occasionnels (surtout agriculture, et bâtiment) : 17,1 %
- glanage (après la moisson mécanique) : 9,0 %
- "récupération" (de déchets revendables) : 4,4 %
- commerce illégal : 2,4 %

- vente d'objets artisanaux (corbeilles, etc.) : 2,2 %
- services (musiciens, transporteurs occasionnels, etc.) : 1,6 %

Mais il s'agit là d'activités à la limite du licite, extrêmement précaires et qui ne permettent pas d'obtenir une couverture sociale de base. A côté de ces occupations qui, par leur caractère aléatoire, n'autorisent que l'organisation de la survie, il en est d'autres, liées au négoce, qui se développent autant sur le plan national qu'à l'échelle internationale. Des biens sont achetés en grande quantité dans un pays et revendus dans l'autre ; des devises sont proposées par des ressortissants d'un pays dans un pays voisin. Tout un réseau d'échanges est mis en place entre la Roumanie et la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie, la Bulgarie et l'ex-Yougoslavie. D'un autre côté, la libéralisation de l'économie permet l'éclosion d'un potentiel créateur de petites entreprises et le sursaut d'une flexibilité que le régime antérieur n'avait pu totalement détruire. Certaines communautés parviennent mieux que d'autres à se débrouiller, à tirer parti de la tradition et des opportunités politiques, économiques, symboliques, qui s'ouvrent à elles aujourd'hui. Dans ce contexte, le départ de milliers de Tsiganes vers l'Occident est compréhensible. Les médias européens et plusieurs associations de défense des droits de l'Homme ont surtout caractérisé ce mouvement comme une fuite devant les menaces qui pèsent sur l'intégrité physique et morale de ceux qui s'y engagent. En cela, ils n'ont fait que relayer les idées de ceux qui se présentent comme réfugiés politiques. En fait, sans nier l'évidence des menaces, il faut également lier ce déplacement de population à une importante reprise de la mobilité économique chez les Tsiganes de la région. Car ceux-ci ne restent pas inertes face aux conditions pénibles d'existence qui les frappent. Les uns vont à la recherche d'un havre de paix ou d'un nouvel Eldorado, sans réel espoir de retour. Des familles élaborent des stratégies de captation temporaires des ressources offertes par les structures d'accueil mises en place en Occident. Souvent, leur état apparent de délabrement économique et les problèmes de santé qu'elles rencontrent légitiment une action généreuse à leur égard. En Roumanie même, le nombre de sociétés à responsabilité limitée créées par des Tsiganes s'est démultiplié. Des entrepreneurs d'origine tzigane ont pignon sur rue. Des familles parviennent à conserver, voire à créer, des monopoles locaux pour le recyclage des produits usagers. D'autres se lancent dans la collecte d'objets anciens et le fructueux commerce d'antiquités. Le succès de telles initiatives n'est pas toujours assuré. Il dépend beaucoup du capital financier qui peut être investi, de la cohésion au sein du groupe familial ou d'un réseau de relations sociales et du savoir-faire individuel. La réussite touche notamment des groupes attachés au respect d'une vie traditionnelle et qui ont pu perpétuer des activités dont ils ont acquis un quasi monopole comme la chaudronnerie, la fabrication des corniches et la médecine vétérinaire. Ceux-là spéculent sur une dynamique ancestrale basée sur le sens des affaires et l'adaptation aux circonstances que rien ne paraît avoir entravé. D'autres communautés profitent de l'expérience acquise à l'époque communiste (maîtrise d'un savoir-faire technologique, entretien d'une solidarité de type syndical) pour développer, elles aussi, des entreprises privées. Enfin, nombre d'individus quittent un travail salarié pour fonder une entreprise de menuiserie, de machines agricoles, d'import-export... Il faut reconnaître que les conditions politiques actuelles (depuis la fin de la guerre froide) et la pénurie d'emplois stables poussent à la mobilité. Mais ceux qui y cèdent ne forment pas une catégorie homogène. S'y retrouvent tout d'abord des gens qui, déjà sous le régime communiste, y excellaient. Il y a aussi ceux qui ont conservé une série d'atouts culturels et sociaux qui leur permettent de reprendre un mode de vie ancestral sans trop de problèmes. Et puis, il y a tous ceux qui, faute de mieux, tentent leur chance. On peut admettre que les anciens nomades ont pu préserver une dynamique adaptative malgré les décennies de sédentarisation forcée. Le maintien de réseaux familiaux denses constitue aussi un avantage, tant pour la solidarité qu'ils permettent d'activer que pour la circulation des informations liées à l'opportunité de trouver un bon filon et des moyens nécessaires pour monter une petite entreprise. D'autre part, la capacité de se constituer un capital de relations sociales, clé de la réussite matérielle, reste plus que jamais liée à un savoir-faire psychologique qui n'est pas généralisé.

- ECONOMIE ET SOUCI D'AUTENTICITÉ

Plus que jamais, la stratification sociale est grande chez les Tsiganes. Un petit nombre brasse des affaires. Beaucoup s'investissent dans l'économie informelle avec des bonheurs divers, certains se lancent dans un petit commerce indépendant, un grand nombre est exclu du marché du travail, d'autres encore sont bien intégrés dans la hiérarchie sociale du pays où ils vivent. Malgré tout, il est surprenant qu'aucune élévation globale vers la classe moyenne n'ait pu être perçue dans les États qui, pourtant, se faisaient une gloire de développer les forces du prolétariat. Des résistances psychologiques sont à mettre au compte des Gadje (plusieurs grands programmes d'aide sociale destinés aux Tsiganes, en Hongrie et en ex-Tchécoslovaquie, n'ont pu être développés avec toute l'attention voulue par manque d'intérêt des autorités locales). Mais il ne faudrait pas négliger non plus le poids des représentations décelées dans plusieurs communautés tsiganes. Des pressions sociales égalitaires énormes qui poussent aussi bien à l'émancipation qu'à la stagnation, un sentiment d'infériorité persistant par rapport aux Gadje, une apathie observée dans certaines communautés marginales (dont la mentalité d'"assistés" est souvent stigmatisée) ou, tout simplement, des valeurs communautaires particularistes ne poussent guère à un alignement sans friction sur la société globale. Il reste que l'art du négoce constitue l'une des activités où les Roms de toutes conditions trouvent pleinement un sentiment de liberté profonde.

Comment concilier l'idéal du travail indépendant, l'insertion dans l'économie de la société environnante et le maintien d'une identité collective forte ? Cette question se pose avec acuité depuis des siècles et l'art des Tsiganes est d'y avoir répondu un peu partout jusqu'à présent avec efficacité. Donner le moins de prise aux Gadje, cultiver l'intensité du sentiment communautaire, soigner les articulations entre les cellules sociales élémentaires et le groupe de référence, voilà les principaux éléments d'une stratégie que chaque communauté s'applique à mettre en oeuvre, dans son environnement et avec sa manière propre. Qu'on y songe. La sollicitation de ressources rares dans un contexte hostile ne peut que pousser les uns et les autres à une compétition âpre et destructrice du ciment social. La polyvalence, l'adaptation aux marchés locaux, la recherche de nouvelles opportunités économiques n'encourage guère à la préservation de traditions culturelles communes.

La précarité des conditions de vie et la virulence (fût-elle temporaire) du rejet extérieur constituent, il est vrai, de précieux incitants au renforcement d'une cohésion interne. De même, à défaut d'occupations professionnelles communes ou permanentes, la manière de travailler ou de glaner les ressources devient une

attitude proprement "romanès" (tsigane) - voire, pour certains, l'élément clé de l'identité collective. Le souci d'authenticité passe, nous le comprenons bien, par l'entretien de comportements - notamment économiques - avant même l'élaboration de formes culturelles plus achevées. Celles-ci ne sont pourtant guère absentes et peuvent être liées, soit à l'activité économique elle-même (comme, par exemple, la musique de prestation), soit à la capacité de marquer symboliquement la singularité communautaire.

- PERSPECTIVES

Les régimes communistes n'ont pas réussi à éradiquer un certain nombre de comportements profondément ancrés chez les Tsiganes : la recherche du profit immédiat, lié à l'exécution d'un travail, à la vente d'un objet ou à la chance ; l'adaptation rapide à la demande d'une clientèle potentielle, l'engagement dans des activités liées à la mobilité. Or, les Tsiganes qui réussissent à l'Ouest offrent aussi les mêmes caractéristiques d'une économie liée à la flexibilité, à la polyvalence, et à l'art du négoce. Les uns excellent dans la capacité de répondre à des besoins occasionnels ou de les susciter. Les autres conservent une activité très spécialisée mais multiplient aussi les occasions commerciales.

En grand nombre, les Tsiganes souffrent aussi d'une inadaptation à l'économie en Europe occidentale. De plus en plus, l'accès à la majorité des professions qu'ils exercent est lié à une formation sanctionnée par un diplôme. Le commerce ambulante est réglementé ; les activités de récupération attirent un nombre croissant de concurrents. Faut-il pour autant s'arrêter à un constat alarmiste vouant inexorablement les Roms, les Manouches, les Gitans et les Voyageurs à la marge de la société ? Les motifs de stabilisation sont souvent liés à l'économie elle-même. Dans le secteur de la récupération, par exemple, c'est la nécessité du stockage des marchandises qui impose l'acquisition d'un terrain ou d'une habitation. Le développement de nouvelles formes de démarchage, par téléphone ou par petites annonces, mieux adaptées au goût actuel de la clientèle, pousse aussi à la recherche d'une adresse fixe.

D'un autre côté, l'évolution de la société industrialisée touche un nombre important de Tsiganes - sans doute la majorité - de manière impitoyable. D'une part, la tendance est à la réglementation restrictive des professions, notamment des activités comme le porte-à-porte, le commerce ambulante, ou même le ramonage des cheminées. Le déplacement spatial est souvent précédé d'un déplacement dans les méandres des réglementations qui peuvent décourager jusqu'aux plus opiniâtres. La mécanisation remplace peu à peu la main d'œuvre non qualifiée, notamment dans le monde agricole où nombre de Tsiganes ont trouvé jusqu'à présent des débouchés saisonniers. Souvent, l'adaptation éventuelle aux nouvelles exigences professionnelles se traduit par la nécessité d'obtenir un niveau de qualification scolaire plus élevé et des moyens de financement plus importants. Les laissés pour compte sont nombreux, poussés à la dépendance à l'égard des secours publics : 10 à 20 % des Travailleurs britanniques vivraient dans le dénuement le plus total ; 20 % des Tsiganes de France seraient tributaires du revenu minimum d'insertion. A défaut de s'inscrire dans la voie de l'assimilation par la scolarité, de nouvelles niches économiques peuvent être prospectées : le travail temporaire, la délinquance parfois aussi. Avec des bonheurs divers, les communautés tsiganes ont toutes développé un savoir-vivre émaillé de gestes et de formules cérémoniales, agrémenté d'un répertoire parfois très étoffé de chants et de récits qui dévoilent les arcanes d'une mentalité originale. Mieux que d'autres, des groupes parviennent à maintenir des activités économiques propres et un patrimoine culturel particulier. Le désir de cultiver une différence par rapport aux Gadje et le fait même d'une distance sociale entre les uns et les autres ont contribué à la persistance de ces groupes identifiés par l'organisation économique et la dynamique culturelle. Même parfois mis à mal par les rigueurs de l'Histoire, ce processus a pu perdurer durant toute l'époque féodale, en tout cas tant que l'agriculture non industrialisée s'est maintenue. L'introduction du machinisme a déstabilisé l'économie de nombreux groupes tsiganes sans vraiment menacer leur pérennité. Mais, peut-on en dire autant depuis l'insertion massive dans le système de production socialiste et, plus globalement, depuis l'avènement de la société technocratique postindustrielle ? Les mêmes processus d'adaptation et les recherches individuelles de pratiques novatrices contribuent au maintien d'une grande diversité. Mais le milieu tsigane secrète aussi de nouvelles formes d'expression collective. Nous l'avons vu, les collectivités tsiganes ne se sont pas engagées de façon homogène dans l'entreprise de prolétarianisation et celle-ci n'a pas été menée avec toute la rigueur voulue par les responsables Gadje. Aussi trouvons-nous aujourd'hui des Tsiganes prolétariés qui affichent une conscience et une culture d'ouvriers ou de classe moyenne, chez qui l'élément ethnique est nul ou secondaire. Il y a aussi des Tsiganes qui ont échappé à la prolétarianisation et qui conservent des marques particulières d'identification souvent héritées du passé. Il y a enfin des Tsiganes forcés à la prolétarianisation mais qui sont parvenus à maintenir un sentiment de singularité ethnique remarquable. Il faut, à cet égard, tout particulièrement noter la capacité de certains groupes à dépasser les contraintes individualisantes du salariat par l'ingestion de l'argent gagné dans des activités économiques parallèles et ludiques où l'aspect communautaire est prédominant. A contrario, plusieurs communautés se sont désintégréées sans que leurs membres aient pu s'insérer parmi les Gadje ou au sein d'autres groupes tsiganes. Rien n'indique que ceux-ci puissent se relever rapidement. Ils forment une masse souvent marginalisée sur le plan social et économique, sans enracinement culturel précis si ce n'est la farouche volonté de survivre au quotidien. D'un autre côté, des Tsiganes intellectualisés et politisés cherchent aussi à développer des formes nouvelles d'affirmation comparables à celles dont se sont dotés les Etats contemporains. La reformulation d'une identité collective est en cours. Elle s'accompagne d'une créativité culturelle intense. Il reste à voir si l'une et l'autre parviendront à dépasser les particularismes des groupes préservés et à entraîner une masse déculturée sur les voies de l'épanouissement économique et social.

NOTES

(1) Cf. Rao (A.), 1985 et Berland (J.C.) & Salo (M.-F.), éd, 1986.

(2) Cf. Formoso (B.), 1986, Hubchmannova (M.), 1984/1985, Okely (J.), 1983, Piasere (I.), 1980, Reyniers (A), 1992b, Salo (M.T.) & Salo (S.), 1982, Williams (P), 1985.

(3) Cf. Zamfir (E.) & Zamfir (C.), 1993 : Tiganii, între ignorare și îngrijorare. București, Ed, Alternatives,

256 p.

(4) cf. par exemple, Stewart (M.S.), 1987.

BIBLIOGRAPHIE

Berland (J.C.) & Salo (M.T.), éd, 1986: Special issue on Peripatetic Peoples. Nomadic Peoples, 21 et 22, 206 p

Formoso (B.), 1986 : Tsiganes et Sédentaires. La reproduction culturelle d'une société. L'Harmattan, Paris.

Hubchmannova (M.), 1984/1985 : "Economic Stratification and Interaction. Roma, an Ethnic Jati in East Slovakia" in : Giessener Hefte für Tsiganologie, n° 3/4, 3-28.

Okely (J.), 1983 : The Traveller-Gypsies. Cambridge, Cambridge University Press, 254 p.

Piasere (L.), 1980 : "L'organisation productive d'un groupe de Rom XoraXané" in : Etudes Tsiganes, n° 4/1980, 1-16.

Provot (B.), 1984: "Le nomadisme, un à-côté de la marginalité" in: COMM, n° 22 (08), 99-135.

Rao (A.), 1985 : "Les nomades méconnus. Pour une typologie des communautés péripatétiques" in: L'Homme, XXV, n°3, 97-120.

Reyniers (A), 1992a: "RMI et insertion sociale: un détour par l'économie", Etudes Tsiganes 2/1992 : 2-14.

Reyniers (A), 1992b: La roue et la pierre. Contribution anthropohistorique à la connaissance des Tsiganes. Thèse de doctorat. Université de Paris V/Sorbonne.

Reyniers (A), 1995 : Les populations tsiganes et leurs mouvements dans les pays d'Europe centrale et orientale et vers quelques pays de l'OCDE. Paris, OCDE (Migration Internationale et Politique du Marché du Travail ; Document hors-série, n° 1 ; Diffusion générale), 40 p.

Reyniers (A), 1998 : "Tsigane, heureux si tu es libre !".. Les Roms entre marche et insertion. Paris, UNESCO, 205 p., ill., 1 CD Rom.

Salo (M.T.) & Salo (S.), 1982 : "Romnichel Economic and Social Organization in Urban New-England, 1850-1930" in : Urban Anthropology, 11, n° 3-4, 273-313.

Stewart (M.S.), 1987 : Brothers in Song. The Persistence of (Vlach) Gypsy Identity and Community Socialist Hungary. Theses submitted for the degree of Ph. D. at the London School of Economic and Political Science, Faculty of Economics, 391 p.

Williams (P.), 1985 : "Paris-New York. L'organisation de deux communautés tsiganes" in L'Homme, XXV (3), 121-140.